

VHD

N° 81/CA du Répertoire

N°1999-28/CA du Greffe

Arrêt du 11 Octobre 2007

Affaire : HINSON Maxime
Et autre
C/
MFPTRA

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou 12 Février 1999, enregistrée le 24 Février 1999 sous le n° 173/GCS au greffe de la Cour, par laquelle les nommés HINSON Maxime et HOUINATO Alexandrine ont sollicité l'annulation de l'arrêté n° 1428/MFPTRA/DPE/SGC/D du 12 novembre 1998 ;

Vu le mémoire ampliatif du requérant en date à Cotonou du 24 Août 1999, enregistrée le 27 Août 1999 au Greffe la Cour ;

Vu la consignation payée et constatée par reçu n° 146 du 21 Mai 1999 au Greffe de la Cour ;

Vu l'ordonnance n° 21/PR du 26 Avril 1966 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour Suprême, remise en vigueur par la loi 90-012 du 1^{er} Juin 1990 ;

DE-GRATIS

Vu les pièces du dossier ;

Où le conseiller, Emile TAKIN, en son rapport ;

Où l'Avocat Général, Hector Raoul OUENDO, en ses

Enregistré à Cotonou le 18-03-08

Fo 10 Case 19321

Reçu GRATIS conclusions ;

L'inspecteur de l'Enregistrement



Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par requête en date à Cotonou du 12 Février 1999, enregistrée au niveau la Chambre Administrative le 22 Septembre 1999 sous le n° 128/CS/CA et au Greffe de la Cour le 24 Février 1999 sous le n° 173/GCS, Maxime HINSON et Alexandrine HOUINATO BP 348 Cotonou ont saisi la Haute Juridiction pour voir annuler l'arrêté n° 2428/MFPTRA/DFE/SGC/D du 12 Novembre 1998 pour excès de pouvoir ;

Amidou Lory

Considérant qu'ils exposent au soutien de leur recours, avoir régulièrement pris part avec succès au concours de recrutement des Agents Permanents de l'Etat session des 29 et 30 Novembre 1997 et ceci dans le corps des analystes-programmeurs (Techniciens Supérieurs en informatique de la catégorie A) ;

Que lors de la constitution de leurs dossiers en vue de leur nomination le Ministre de la fonction Publique, du Travail et de la Réforme Administrative les a régulièrement classés dans la catégorie A-1 et ce conformément à l'avis du concours et à la décision d'admission ;

Que, contre toute attente, le contrôleur financier du Ministère des Finances et de l'Economie a rejeté leur dossier et a proposé au Ministre de la Fonction Publique, du travail et de la Réforme Administrative d'avoir à les classer plutôt en B-1, lequel les a classés plutôt en B2-1 dans le corps des programmeurs-pupitreurs ; corps différent de celui dans lequel ils ont eu à concourir prétextant que leurs diplômes ne correspondent pas à la catégorie A ;

Qu'ils sollicitent en conséquence qu'il plaise à la Cour annuler l'arrêté querellé pour avoir été pris au mépris des termes de l'avis du concours et de leur décision d'admission ;

Considérant que régulièrement invité à produire ses observations en la présente cause, le défendeur, malgré les multiples mises en demeure qui lui ont été faites, n'a pas réagi ;

Qu'il résulte néanmoins du dossier, que les requérants ont régulièrement rempli les conditions fixées au concours auquel ils ont pris part ;

Que déclarés admis au concours dans le corps des analystes-programmeurs par décision n°008/MFPTRA/DC/SGM/DTEC du 19 Février 1998 ils ont été mis à disposition dans la catégorie A du même corps, analystes-programmeurs (Techniciens Supérieurs informatiques) par acte n° 135/MFPTRA/DC/SGM/DTEC/STEL du 26 Janvier 1998 ;

Que c'est en vain que l'arrêté querellé viendrait à les reclasser dans le corps des programmeurs et pupitreurs catégorie B échelle 2 échelon 1 sans violer le principe des droits acquis ;

Que par ailleurs aux termes des articles 69 et 70 de l'ordonnance n° 21/PR du 26 Avril 1966 l'Administration, lorsqu'elle oppose un silence à la mise en demeure qui lui a été faite d'avoir à réagir aux faits exposés par le requérant, est réputée les avoir acquiescés ;

Par Ces Motifs,**Décide :**

Article 1^{er} : L'arrêté n° 426/MFPTRA/DPE/SGC/D du 12 Novembre 1998 est annulé avec toutes les conséquences de droit ;

Article 2 : Les frais sont mis à la charge du trésor Public ;

Article 3 : Notification du présent arrêt sera faite aux Parties et au Procureur Général près la Cour Suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême, la Chambre Administrative, composée de ;

Samson DOSSOUMON, conseiller à la Chambre Administrative,

PRESIDENT ;

Emile TAKIN

Et

Etienne-Marie FIFATIN

(
)
(

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du Jeudi onze Octobre deux mille sept, la Chambre composée comme ci-dessus, en présence de :

Raoul Hector OUENDO

MINISTERE PUBLIC;

Et de Maître **Donatien H. VIGNINOU**

GREFFIER ;

Et ont signé,

Le Président

Le rapporteur

Le Greffier


S. DOSSOUMON


E. TAKIN


D. H. VIGNINOU



